

P.G.C.S.P.S.

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE SANTE



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Direction régionale
de l'Environnement,
de l'Aménagement
et du Logement

RN12 – Déviation d'Ernée – Mission C4

(Cette mission se fera en amont des phases de réalisation R1, R2, R3 des travaux de la déviation)

Démolition & désamiantage de deux maisons d'habitations

N° 462 & 476, route de Saint-Hilaire-du-Maine - RD514

MAITRE D'ŒUVRE



COORDONNATEUR



11, impasse de la Guinoisellerie
53000 - LAVAL

SOMMAIRE

1	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX	3
1.1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF	3
1.2	PROJET	4
1.3	LISTE PRESUMEE DES LOTS	5
1.4	PRESRIPTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE APPLICABLES A L'OPERATION	5
1.5	REGLEMENTS.....	6
1.6	RENSEIGNEMENTS GENERAUX	7
1.7	DESIGNATION DES LOTS AVEC DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX	7
1.8	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	8
2	LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	9
2.1	CONDITIONS GENERALES DU CHANTIER.....	9
2.2	INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3	ENONCE DES RISQUES PROPRES A L'OPERATION ET SUGGESTIONS SUR LES MOYENS A METTRE EN ŒUVRE.....	13
3	LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETION QUI EN DECOULE	14
3.1	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRE A CHARGE DE LOTS	14
3.2	LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES 14	
3.3	LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS	15
3.4	LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DES SUBSTANCES DANGEREUSES	15
3.5	LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES.....	15
3.6	L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE	16
4	LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	18
4.1	SUJETIONS LIEES AU SITE	19
5	LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.	20
5.1	EVACUATION DES DECHETS	20
5.2	MATIERES ET SUBSTANCES DANGEREUSES	20
6	LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	21
6.1	DISPOSITIONS GENERALES	21
6.2	CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENTS GRAVES	21
6.3	MATERIEL MEDICAL PRESENT SUR LE CHANTIER	22
7	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS.....	22
7.1	MATERIEL DE LOCATION AVEC CHAUFFEUR	22
7.2	PERSONNELS INTERIMAIRES	22
7.3	SOUS-TRAITANTS.....	23
7.4	TRAVAILLEURS INDEPENDANTS ET EMPLOYEURS	23

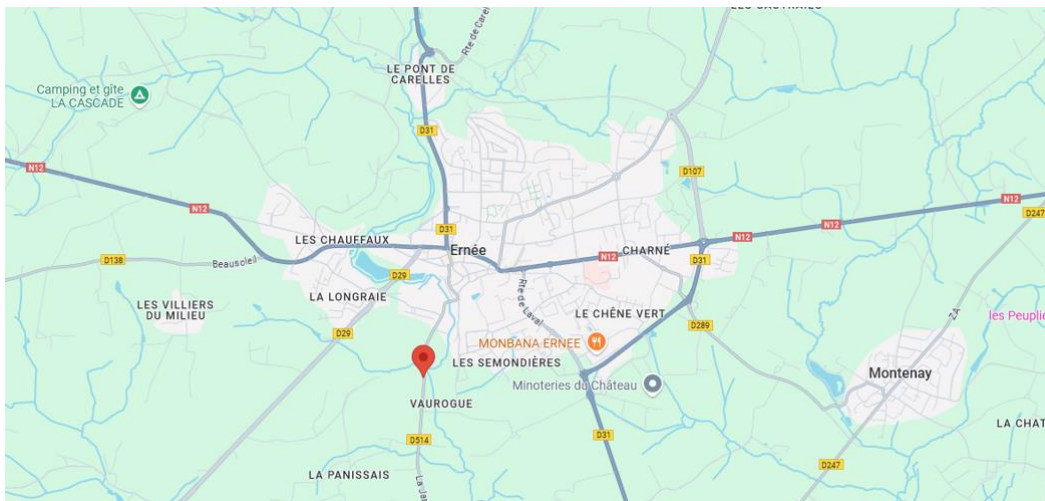
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GENERAUX

1.1 Renseignements d'ordre Administratif

Date	⇒	le 12 novembre 2024
Adresse du chantier	⇒	462 & 476, route de Saint-Hilaire-du-Maine à Ernée
Nature de l'ouvrage	⇒	Démolition & désamiantage de deux maisons d'habitations le long de la RD514 à Ernée
Maître d'Ouvrage	⇒	DREAL Pays de la Loire 5 rue Françoise GIROUD 44200 NANTES ☎: 02.72.74.73.00
Maître d'œuvre	⇒	EGIS 15 avenue du Centre 78280 GUYONCOURT ☎: 08.90.10.92.01 IRIS Conseil (cotraitant) BP864 78058 SAINT-QUENTIN-YVELINES CEDEX ☎: 01.30.60.04.05
Coordonnateur SPS	⇒	SECURIS BTP Titulaire : Antoine BESNIER Suppléant : Xavier LOURY 11, impasse de la Guinoisellerie 53000 LAVAL ☎: 02.43.66.06.68
Démarrage travaux :		Fin 2024
Délai prévisionnel des travaux :		nc
Effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le site :		> 500 hommes jours
Nombre d'Entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier :		2 à 4 Entreprises
Effectif maximum de travailleurs supposés intervenir à un moment quelconque :		10 personnes

1.2 Projet

Le projet consiste au désamiantage et à la démolition de deux maisons d'habitations, destinés à la création d'un contournement de la commune d'Ernée située entre la ville de Fougères et de Mayenne.



1.3 Liste présumée des lots

N°LOT	DESIGNATIONS	ENTREPRISES
C4	Désamiantage	nc
C4	Démolition	nc

1.4 Prescriptions législatives et réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé applicables à l'opération

1.4.1 Phase de préparation de chantier

Dès qu'elles en ont connaissance, les entreprises titulaires de lot diffuseront au coordonnateur sécurité santé, les éléments suivants :

- ✓ Les noms et adresses des entrepreneurs et sous-traitants,
- ✓ La date approximative d'intervention de chaque sous-traitant,
- ✓ L'effectif prévisible par entreprise des travailleurs affectés au chantier,
- ✓ La durée prévue des travaux de chaque sous-traitant.

Chaque entreprise réalisant des travaux (entreprise titulaire de lots et sous-traitants) doit rédiger un Plan Particulier de Sécurité et de protection de la Santé (PPSPS) avant de démarrer toute intervention sur le chantier. Elles disposent de 30 jours après la signature de leur marché pour le rédiger.

Le P.P.S.P.S. remplace le Plan d'Hygiène et Sécurité tel que défini à l'article L 235.3 du code du Travail, introduit par la loi 1106 du 6 décembre 1976 et aujourd'hui abrogé.

Chaque entreprise communiquera son P.P.S.P.S. par voie électronique. Pour les lots Gros Œuvre et Charpente, elles devront également adresser leur P.P.S.P.S. aux organismes de Contrôle et de Prévention, Inspection du Travail, CRAM et OPPBTP.

Préalablement à toute intervention, chaque entreprise (entreprise titulaire de lot ou sous-traitant) procédera à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer.

1.4.2 Phasage des travaux

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur sécurité organise entre les différentes entreprises, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

L'opération sera réalisée en une seule phase :

- désamiantage et démolition des deux maisons mitoyennes.

A noter : Maisons mitoyennes au bord de la RD 514.

1.4.3 Descriptif sommaire des travaux

- Installation de chantier (clôtures, signalisation, branchement de chantier, mobilier base vie, sanitaires, ...)
- Lever des réserves du diagnostiqueur
- Phase d'enlèvement des encombrants et de curage préalable
- Phase de désamiantage
- Phase de curage intérieur
- Une phase de traitement des champignons lignivores
- Une phase de traitement des revêtements contenant du plomb
- Des phases de confortement et de mise en place de protections
- Des phases de désolidarisations manuelles
- Des phases de démolition des superstructures
- Des phases de dépollution (cuve à fioul enterrée) -> analyses pollution à prévoir
- Des phases d'évacuation des déchets
- Une phase de remise en état du site

1.5 Rèlements

Carte d'Identité Professionnelle

Nouvelle carte BTP

Obligatoire depuis le 01 octobre 2017

Chaque intervenant salariés ou intérimaire doit être titulaire de sa carte d'identité Professionnelle.
« Sont également concernés les employeurs dont les salariés effectuent des travaux de bâtiment ou de travaux publics, même s'ils ne relèvent pas du secteur d'activités du BTP.

Travaux à proximité des réseaux :

La délivrance d'une Autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)
Est obligatoire depuis le 01 janvier 2018 à toute personne intervenante dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité de réseau (Après examen donnant lieu à la délivrance d'une Attestation de Compétence)

Risque Electrique :

Tous les Salariés du Bâtiment sont concernés

Obligation de formation et d'Habilitation des Salariés au risque Electrique

Rappel : Délais de formation achevé au 01Juillet 2015

Tous les travailleurs effectuant des opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage doivent être habilités (Code du travail Art R 4544-9)

Loi n° 93-1418	Du 31 Décembre 1993	Modifiant les dispositions du code du travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs et portant transposition de la directive européenne N° 92-57 en date du 24 Juin 1992
Décret n° 94-1159	Du 26 Décembre 1994	Relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail
Décret n° 2003-68	Du 24 Janvier 2003	Relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors Des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail

1.6 RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.6.1 Diagnostics immobiliers

Le 12/11/2024, le MOA informe le CSPS par mail que des diagnostics amiante, plomb et PEMD sont en cours de réalisation sur ces bâtiments.

1.6.2 Déclaration préalable

Cette déclaration ne dispense pas de l'avis d'ouverture de chantier incombant à chacune des entreprises.

1.6.3 Permis de démolir

PD N° _ Non communiqué
Délivré le _ Non communiqué

1.6.4 Type de marché

Il s'agit d'un marché public

1.6.5 Permis de voirie, circulations, occupation du sol

Le titulaire du lot principal devra obtenir, des services compétents toutes les autorisations nécessaires. Elles seront affichées dans le bureau de chantier.

1.6.6 Durée globale des travaux

Non communiqué

1.7 DESIGNATION DES LOTS AVEC DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Suivant CCTP

Il s'agit d'un marché public à 2 lots :

- Lot n°1 : Désamiantage.
- Lot n°2 : Démolition.

- o Travaux de désamiantage des bâtiments.
- o Travaux de déconstruction des bâtiments.
- o Travaux de purge de l'ensemble des infrastructures : fondations, réseaux ... de tous les bâtiments.

1.8 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

MAIRIE	Place de l'Hôtel de Ville, 53500 Ernée	☎ 02 43 08 71 14
---------------	--	------------------

CONCESSIONNAIRES ET SERVICES EXTERIEURS

ENEDIS	118 rue Victor Boissel 53000 Laval	☎ 02 43 56 57 56
GRDF	19 rue Etienne Lenoir 53020 Laval	☎ 02 43 56 90 91
SERVICE DES EAUX ET ASSAINISSEMENT	ComCom de l'Ernée 69 rue de la Querminais 53500 Ernée	☎ 02 43 05 98 80 ☎ 02 49 66 10 00 eau@lerneer.fr
OPERATEURS TELEPHONIQUES	ORANGE 124 bd Henri Becquerel 53020 Laval Autres : Suivant DICT	☎ 02 43 67 54 03

SERVICES D'URGENCES

Pompiers : ☎ 18

Police : ☎ 17

Samu : ☎ 15

Gendarmerie Nationale – Brigade d'Ernée : ☎ 02 43 30 10 09

SERVICE DE PREVENTION

DDETS-PP	60 rue Mac Donald 53000 LAVAL	☎ 02 43 67 60 60
CARSAT	7, rue du Président- Edouard Herriot 44034 NANTES Cedex 1	☎ 02 51 72 84 20
OPPBTP	Parc d'affaires Exapole 275, bd Marcel Paul Bât D 1 ^{er} étage 44800 ST HERBLAIN	☎ 02 40 49 68 02

2 LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 CONDITIONS GENERALES DU CHANTIER

Déroulement de l'opération

Phase de préparation

- ⇒ Elaboration du PGC
- ⇒ Planning travaux
- ⇒ Sujétions afférentes à la mise en place des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales.
- ⇒ Repérage des réseaux et ouvrages existants
- ⇒ Repérages amiante et plomb avant démolition
- ⇒ Dévoiement des réseaux à conserver
- ⇒ Coupure définitive des réseaux abandonnés et consignation
- ⇒ Conservation des sécurités existante du bâtiment
- ⇒ Aménagement des accès
- ⇒ Amenée des réseaux pour l'installation de chantier
- ⇒ Stabilisation de l'aire de chantier
- ⇒ Mise en place et raccordement du cantonnement

Phase réalisation

Suivant planning

2.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER

2.2.1 Installations Communes

Le Maître d'Ouvrage est propriétaire des bâtiments mitoyens donnant sur la place Mazarin. Au regard des contraintes d'espace disponible autour de l'emprise de travaux, et pour ne pas encombrer les stationnements disponibles à proximité du chantier, il est prévu la mise à disposition au titulaire du marché du RDC d'un bâtiment situé au nord de l'opération.

Cette zone est intégrée sera intégrée à l'emprise chantier dans le DCE. Le constat huissier prévu par l'entreprise devra prendre en compte cette zone.

2.2.1.1 Téléphone

Chaque chef d'Equipe présent sur le site sera équipée d'un téléphone mobile

2.2.1.2 Eau potable

La zone mise à disposition ne comporte cependant pas de point d'eau ni de sanitaires. L'entreprise devra prévoir ses propres installations de raccordement.

Un branchement sur le réseau en existant est à prévoir par le titulaire.

Un robinet d'eau à tête multiple pour tuyau de nettoyage, alimentations bloc sanitaire et besoins du chantier.

2.2.1.3 Conteneurs à matériel

Les entreprises ayant du petit matériel à stocker devront prévoir la mise en place d'un conteneur dans les volumes réservés – Parking Intérieur.

Avant d'amener des conteneurs sur le site, chaque Entreprise devra se rapprocher de l'Entreprise de Gros Œuvre pour mise en place au lieu prévu sur le plan d'installation générale de chantier, établi par l'entreprise de gros œuvre, contrôlé par le coordonnateur et validé par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre. Le raccordement électrique se fera aux frais de l'entreprise depuis l'armoire générale de l'entreprise principale.

2.2.1.4 Electricité

L'alimentation électrique du chantier sera issue du réseau existant sur site. Le raccordement sera de type Basse Tension (Tarif Jaune) ou Haute Tension (Tarif Vert) suivant la puissance nécessaire aux installations de chantier.

Raccordement électrique : à la charge du lot principal, dans une armoire comportant, outre le départ pour les installations de chantier (raccordement des locaux communs, vestiaires, sanitaires, éclairage extérieur, etc..), un départ pour les installations du second œuvre et de la grue. Cette armoire sera fermée à clé.

2.2.1.5 Raccordement à l'égout

Les Branchements eaux usées et eaux pluviales seront réalisés pendant la phase de préparation.

2.2.2 **Compte prorata :**

Suivant CCTP

2.2.3 **Éclairage de chantier**

L'accès au sous-sol et la circulation dans les escaliers jusqu'aux paliers d'étages seront éclairés par des hublots étanches (40 lux). Les couloirs de circulation intérieurs seront également éclairés en cas de travaux nocturnes pendant la période d'hiver. L'éclairage des locaux aveugles sera maintenu pendant toute la durée du chantier

Éclairage avec des appareils halogènes interdit dans les circulations.

Éclairage extérieur :

- ✓ Toutes les zones non éclairées
- ✓ Cantonnement
- ✓ Zones stockages

2.2.4 Clôture de chantier

Le chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le maître d'Ouvrage. Aussi, il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif : tenue de travail, badge, casque permettant une identification immédiate sur le chantier.

Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

A la charge du lot principal :

Extérieurs :

Une clôture de chantier sera installée en périphérie de l'opération.
Ces clôtures pourront être limitées dans le cas de la pose des clôtures définitives.
Cette clôture est constituée par :

Panneaux de treillis métallique de deux mètres de hauteur verrouillés entre eux sur plots béton en périphérie et en limite du domaine public ou par des panneaux type bardage plein.
Portail d'accès avec affichage réglementaire visible portail ouvert et fermé

Localisation : voir plan de principe de l'installation de chantier

Il sera créé des portails de chantier permettant l'accès des véhicules lourds et engins.
Les pancartes chantier interdit au public et port du casque obligatoire seront affichées sur ces portails. Elles seront visibles portail ouvert.

Procédures à mettre en place avant intervention des entreprises

Fermeture chantier par :

Clôtures tôle métalliques ou grille type Héras.
Portail à chaque accès

Signalétique :

Plan de circulation
Balisage cheminement piétons

Installation armoires électriques de chantier

2.2.5 Circulations et Accès

Un plan de circulation matérialisé sur site avec affichage spécifique sera établi par le lot principal en concertation avec le maître d'ouvrage, le Coordonnateur et le Maître d'Œuvre.
Le chantier est strictement interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le maître d'Ouvrage. Aussi, il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif : tenue de travail, badge, casque permettant une identification immédiate sur le chantier. Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

Une **tenue de travail au nom de l'entreprise** est exigée pour accéder aux postes de travail. Ces règles s'appliquent aussi pour les intervenants extérieurs chargés de la maintenance des installations existantes de l'établissement.

L'accès au chantier et trottoirs sont existants, chaque entrepreneur s'engage à respecter leur état ainsi que leurs fournisseurs.

Signalisation intérieure, extérieure : A mettre en place par le lot principal. Cette signalisation sera posée en accord avec les services de voirie et le Coordonnateur.

2.2.6 Protection contre l'incendie

Travaux par point chaud (le cas échéant)

Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques.

- ✓ Dans les locaux affectés au personnel
- ✓ Dans les locaux de stockage
- ✓ Près des postes de travail particuliers (découpe...)

2.2.7 Protections collectives

Dans le cas où une entreprise devrait déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant la durée de ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier.

Chaque entrepreneur mettra en oeuvre les protections collectives nécessaires à ses propres travaux et veillera au maintien de celles-ci. Il sera tenu pour responsable en cas d'intervention de son personnel dans des zones non préparées et protégées. Il devra répondre immédiatement à toute demande directe du coordonnateur sécurité pour remettre en état ou compléter ces protections.

En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement des protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le Maître d'Oeuvre fera mettre en place ces protections collectives par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre serait également à la charge du défaillant.

2.2.8 Protections individuelles

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protections individuelles adaptés à leur activité.

2.3 ENONCE DES RISQUES PROPRES A L'OPERATION ET SUGGESTIONS SUR LES MOYENS A METTRE EN OEUVRE

DESAMIANPAGE

Les travaux seront réalisés suivant la réglementation relative à la prévention des risques liés à l'amiante. Leur mise en œuvre est articulée avec le cadre réglementaire en matière de prévention des risques d'exposition à l'amiante qui résulte des articles R. 4412-94 et suivants du code du travail. Les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante sont précisées dans l'arrêté du 23 février 2012.

L'entreprise doit prendre en compte les textes, recommandations et normes en vigueur concernant les risques provoqués par l'amiante, et notamment :

- Le décret n°2012-639 du 4 mai 2012
- Le décret n°2013-594 du 5 juillet 2012
- Le décret 2015-789 du 29 juin 2015
- Norme NF X46-020 du 5 août 2017

Sont applicables les décrets, lois et arrêtés spécifiques en matière d'exposition à l'amiante et notamment :

- Arrêté du 8 avril 2013 relative aux protections collectives, aux règles techniques et aux mesures de prévention à mettre en œuvre par les entreprises lorsqu'une opération comporte un risque d'exposition à l'amiante
- Décret du 2015-789 du 29 juin 2015 définissant les 3 niveaux d'empoussièrement
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement, aux conditions de contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle aux fibres d'amiante et aux conditions d'accréditation des organismes procédant à ces mesurages
- Arrêté du 30 mai 2018 qui vient modifier l'arrêté du 14 août 2012
- L'article R 4412-996 du Code du travail qui définit les termes relatifs aux modes de traitement de l'amiante

ECHAFAUDAGE VERTICAL A EMBOITEMENT (le cas échéant)

Echafaudage vertical en matériel à emboîtement pour travaux tous corps d'état. Préparation du sol et semelles de répartition. Amarrage aux façades par vérins Services d'échelles et planchers. Installation, dépose et location. L'échafaudage sera établi de pied jusqu'au niveau + 1.00 au-dessus des arases culminantes. Tous les planchers de base seront parfaitement étanches à toutes chutes de matériaux. Leur conception permettra la réalisation aisée des ouvrages de tous les corps d'état. Maintenance et modifications nécessaires à l'exécution des travaux de tous les corps d'état.

Echafaudages en hauteur

Partant du sol ou d'un niveau de base élevé, ces échafaudages devront être équipés de tous dispositifs contre la foudre, établis en accord avec les Services Départementaux de Sécurité. La prise de terre devra être indépendante de celle de l'édifice.

Les sapines incorporées dans l'échafaudage ne seront pas distinguées de ce dernier.

L'entreprise chargée du montage de l'échafaudage fournira un plan de l'échafaudage, une note de calcul et un document de réception.

Ce document sera affiché sur l'échafaudage.

ELECTRICITE

Ces installations seront contrôlées par une personne agréée, compétente (ex : bureau de contrôle ou interne).

3 LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJESTION QUI EN DECOULE

3.1 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRE A CHARGE DE LOTS

Lot Désamiantage

Plan de retrait

Ses installations spécifiques de chantier

Evacuation de ses déchets selon réglementation

Consignation des réseaux

Lot Démolition -Curage

Ses accès provisoires en élévation

Garde-corps

Protection de trémies et cheminements sécurisés

Stabilisation ouvrage

3.2 LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATIONS HORIZONTALES OU VERTICALES

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Prévoir dès le début des travaux deux cheminements différents.

Les cheminements vers les cantonnements seront à protéger vis à vis des travaux à effectuer, maintenus propres et mèneront à l'extérieur du chantier (empierrement et gravillonnage stabilisé dans la partie installation de chantier l'entretien de cette zone est assuré par le gros-œuvre).

Les accès aux bâtiments devront être maintenus propres et dégagés de tous matériaux et matériels.

En fonction de l'avancement des travaux, le lot principal fera un plan de circulation ou sera indiqué les implantations des clôtures.

L'entreprise principale désignera une personne ayant à charge la vérification périodique des cheminements intérieurs.

L'entreprise principale désignera également une personne ayant à charge la vérification journalière des clôtures.

3.3 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

Approvisionnements

Les manœuvres en bord de route (avec présence d'hommes-manœuvres) seront à éviter au maximum par l'entreprise, notamment pour les passages des camions les plus volumineux de l'entreprise, notamment les porte-chars d'aménés et replis des pelles de démolition.

Moyens de Levage et de Manutention :

- ✓ Vérification périodique par un organisme agréé + levée des réserves
- ✓ Les consignes de sécurité devront être établies et portées à la connaissance du personnel.
- ✓ Cas de zones interdites, prévoir la mise en place d'auxiliaires de sécurité
- ✓ Vérification de fonctionnement de ces auxiliaires, appareil en charge gestion des dysfonctionnements

Manutentions manuelles des charges

Evaluation préalable des manutentions et organisation des postes de travail afin de limiter les risques découlant de la manutention manuelle

3.4 LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DES SUBSTANCES DANGEREUSES

La délimitation et l'aménagement de ces zones seront portés sur l'avant-projet du plan d'installation de chantier.

Dans le cas de locaux ou d'ouvrages destinés à l'entreposage de matières ou de substances dangereuses, énoncer les mesures particulières à prendre sur le site en fonction des produits rencontrés (ventilation, extraction ...)

3.5 LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

Chaque entrepreneur s'engage à laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Le nettoyage du chantier (accès extérieurs, voies publiques ...) y compris les accès et cheminements intérieurs sera exécuté par l'entreprise concernée pendant toute la durée du chantier.

Par ailleurs, chaque entreprise est entièrement responsable du **nettoyage quotidien** des postes de travail et de l'envoi en décharge de ses gravats.

En cas de carences persistantes d'une entreprise constatées par le Maître d'Oeuvre ou le coordonnateur sécurité, tous les moyens adaptés seront pris immédiatement par les représentants du Maître d'Oeuvre pour assurer la propreté et le nettoyage du site aux frais de l'entreprise défaillante.

Le Lot Démolition évacuera lui-même ses déchets.

3.6 L'UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE

3.6.1 Protections collectives

Chaque entrepreneur mettra en œuvre les protections collectives nécessaires à ses propres travaux et veillera au maintien de celles-ci. Il sera tenu pour responsable en cas d'intervention de son personnel dans des zones non préparées et protégées. Il devra intervenir immédiatement à toute demande directe du coordonnateur sécurité pour remettre en état ou compléter ces protections.

Dans le cas où une entreprise devrait déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra les remplacer pendant la durée de ses interventions par un dispositif assurant une protection au moins équivalente pour l'ensemble des personnes intervenant sur le chantier.

Les entreprises de Gros Œuvre et de Charpente auront la charge de mettre en place des protections collectives (ex : goulotte évacuation des déchets, balisage, ...) au droit de l'ensemble des ouvrants, qui permettront de garantir une continuité dans la protection des intervenants

En cas de carence d'une entreprise pour l'établissement des protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque pour d'autres corps d'état et son propre personnel, le Maître d'Œuvre fera mettre en place ces protections collectives par une entreprise de son choix aux frais de l'entreprise défaillante. L'arrêt des travaux qui pourrait s'en suivre serait également à la charge du défaillant.

3.6.2 Elévation du personnel

Il peut être préconisé, voire imposé, l'utilisation de nacelles élévatrices ou tour d'accès.

Les accès en toiture à l'échelle pour des hauteurs de plus de 5 m sont interdits.

A jour des vérifications périodiques effectuées par un organisme agréé, rapport et registre de vérifications mis à disposition sur le chantier.

3.6.3 Protections individuelles

Toutes les entreprises veilleront à ce que leurs personnels soient équipés et utilisent les équipements de protections individuelles adaptés à leur activité.

3.6.4 Accès provisoires intervention dans les plenums

- Les échelles ne seront dans aucun cas des postes de travail.



Plates-formes individuelles roulantes légères (PIRL) : De masse inférieure à 50 kg, elles offrent une plate-forme de travail dont la hauteur peut aller jusqu'à 1,50 m et les dimensions jusqu'à 0,80 m X 1,00 m. Compactes en position repliée, elles passent dans les ouvertures et les escaliers ce qui les rend particulièrement adaptées aux petits travaux d'intérieur



Plates-formes individuelles roulantes (PIR) : Elles offrent une plate-forme de travail dont la hauteur peut atteindre 2,50 m et les dimensions 1 m X 1,50 m. Leur stabilité est supérieure à celle des Pirl. Elles sont dites « portables » lorsque leur masse n'excède pas 50 kg, ce qui est le cas de la très grande majorité des matériels proposés sur le marché. Au-delà, leur usage nécessite des moyens de levage pour leur manutention, ce qui les réserve à des travaux de gros-œuvre, en extérieur

Echafaudage roulant

Les échafaudages roulants sont des matériels en éléments préfabriqués, autostables, permettant de travailler en hauteur, potentiellement utilisables par plusieurs personnes.

Ce type d'échafaudage peut constituer une solution appropriée pour :

- Des travaux d'envergure modeste et de durée relativement courte en façade et parois verticales ;
- Des travaux en « plafond » ne nécessitant pas un accès permanent à l'ensemble de la zone de travail.

La **conformité** des échafaudages roulants aux exigences minimales de solidité, de stabilité et de sécurité s'évalue en référence aux normes NF EN 1004-1 et NF EN 1004-2 ou à la norme NF P93-520 pour les échafaudages roulants de faible hauteur. Les échafaudages roulants entrent dans le champ d'application de la marque NF096 « Équipements de chantier ». Les prescriptions complémentaires du référentiel comportent l'exigence que les modèles certifiés se montent et se démontent en sécurité. Elles permettent en outre d'évaluer les matériels susceptibles d'offrir un plancher de travail à plus de 12 m de hauteur.



En 2019, plus de 16 % des chutes entraînant une incapacité permanente dans les accidents du travail sont des chutes depuis des échelles ou des escabeaux... L'utilisation de ces matériels reste encore aujourd'hui la deuxième cause de chutes graves dans le cadre du travail. Ces matériels doivent donc absolument être bannis comme poste de travail au profit de matériels comme les plates-formes individuelles roulantes.

<https://www.inrs.fr/risques/chutes-hauteur/equipements-acces-hauteur.html>

3.6.5 Electricité

A partir de l'armoire générale

Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant

Un plan d'installation électrique sera établi et fourni au coordonnateur, ces installations seront contrôlées par une personne compétente ou un organisme agréé par le ministère du travail, au compte du lot électricité.

Les rapports de vérification et registres de sécurité seront sur le chantier.

4 LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

Les installations et accès devront respecter les limites du programme et les règles de circulations.

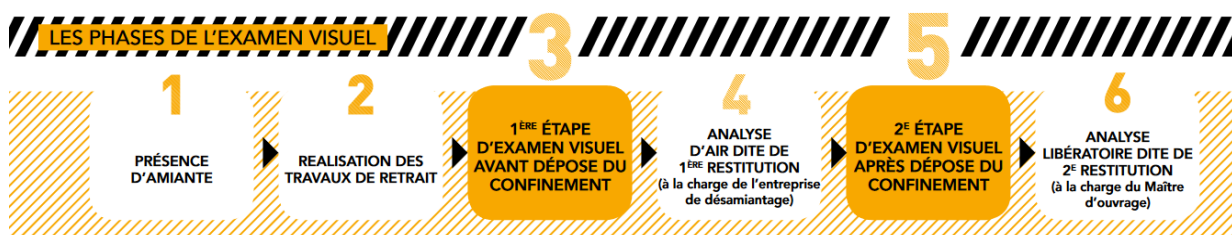
Les entreprises prendront connaissance des propriétés voisines de manière à n'entraîner aucun dommage.

Chaque entreprise veillera à la limitation des nuisances diverses engendrées par ses travaux (vibrations, poussières, humidité, etc.)

A la limitation du bruit émis par les matériels et engins utilisés sur le chantier, les entreprises veilleront à ce qu'ils ne provoquent pas de troubles anormaux de voisinage.

Des horaires spécifiques pour les opérations liées aux travaux bruyants, aux sorties du site (évacuation des déchets) pourront être mises en place afin de limiter la gêne pour le voisinage.

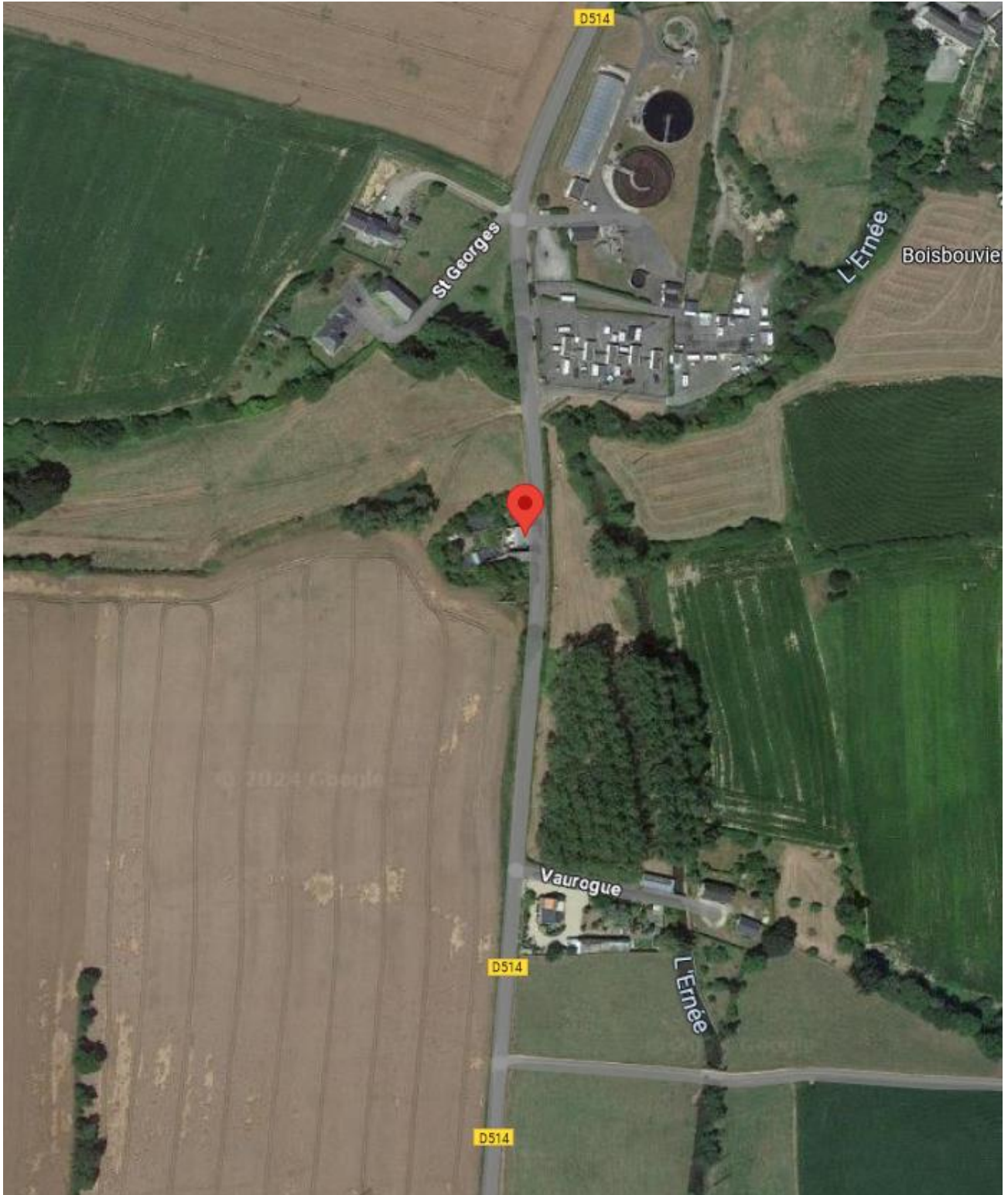
Bien que ce ne soit pas obligatoire dans le cadre d'une démolition, il peut être opportun de programmer une ou plusieurs séries d'examen visuel après désamiantage afin de garantir que le risque lié à l'inhalation de fibres d'amiante est supprimé.



4.1 SUJETIONS LIEES AU SITE

Accès existants via la RD514 (Route de Saint-Hilaire du Maine).

Le projet est situé en bord de RD514, tous les moyens nécessaires devront être anticipés et mis en œuvre afin de limiter au maximum la gêne potentielle, et les risques dû à la fréquentation de la RD514.



5 LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT.

5.1 Evacuation des déchets

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes par tous moyens adaptés. L'évacuation des gravais et déchets par les **trémies et fenêtres est rigoureusement interdite**.

En cas de manquement d'une entreprise, le maître d'œuvre ou le coordonnateur pourront demander à l'entreprise de démolition ou à une entreprise spécialisée de procéder au nettoyage au frais de l'Entreprise défailante.

5.2 Matières et substances dangereuses

Toute entreprise utilisant des substances et des matières dangereuses fera son affaire de l'évacuation des emballages, produits souillés et autres éléments pollués selon les indications du fabricant portées sur la fiche de données de sécurité.

Une copie de la fiche de sécurité devra être transmise au coordonnateur.

6 LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DU PERSONNEL AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.

6.1 Dispositions générales

Chaque entreprise devra être équipée d'un téléphone portable.

La liste des numéros d'urgence sera affichée dans les véhicules de transport de l'entreprise.

Secouristes

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS le nombre de secouristes qui seront présents sur le chantier. Conformément à la réglementation, l'entrepreneur devra assurer la présence permanente d'un sauveteur secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque secouriste ait reçu la formation initiale et complétée annuellement par une session de recyclage.

Ces secouristes devront être parfaitement identifiables par la présence d'un signe distinctif sur leur casque.

6.2 Consignes en cas d'accidents graves

1- Avertir le chef de chantier

2- Appeler ☎ **18**

3- Indiquer le numéro de téléphone du chantier.

4- Signaler le lieu exact de l'accident.

N° de la rue

Localisation

5- Préciser :

Nature de l'accident : chutes, éboulements, asphyxie, etc

nombre de blessés

Nature des blessés

état apparent des blessés

6-Informer immédiatement les services suivants :

L'inspection du travail

le coordonnateur

le maître d'Ouvrage

le maître d'œuvre

7-Fixer un point de rendez-vous pour guider les secours

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

Ces démarches ne dispensent pas de celles à effectuer officiellement et obligatoirement auprès de la CRAM, de l'OPPBTP et de la Médecine du Travail.

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident de travail, communiquer au coordonnateur le compte rendu des circonstances de l'accident.

6.3 Matériel médical présent sur le chantier

Chaque entreprise devra disposer, à proximité des postes de travail, d'une trousse de premiers secours.

Le contenu de cette boîte de secours doit permettre aussi bien la pose d'un pansement sur une petite plaie, que les interventions du secouriste avant l'arrivée des secours médicalisés.

Le Mémo Pratique, H4 M 02 88 de l'OPPBTP, définit un contenu minimum de la boîte de secours, qu'il est possible de modifier avec l'avis du médecin du travail pour les risques particuliers.

7 LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS

L'ensemble des intervenants devra coopérer dans le cadre de l'organisation du travail et de l'agencement du chantier. Ce dans le but d'éviter les situations de double emploi des matériels de chantier et de faciliter la réalisation particulière de dispositifs communs à plusieurs entreprises servant à assurer la sécurité des salariés

7.1 Matériel de location avec chauffeur

L'entreprise utilisatrice devra :

- ✓ Se renseigner de la conformité du matériel.
- ✓ Utiliser ce matériel pour les tâches auxquelles il a été conçu.
- ✓ Communiquer au loueur les dispositions prises en matière de sécurité prévues au PGCSPS.
- ✓ Faire adhérer le loueur aux mesures de son PPSPS (la mention lu et approuvé plus signature de chaque chauffeur devra figurer sur le PPSPS).
- ✓ Mettre à disposition du personnel de conduite ses installations privatives (vestiaires).

7.2 Personnels intérimaires

Les entreprises, utilisant du personnel intérimaire, doivent s'assurer :

- ✓ Que le personnel soit apte à effectuer le travail auquel il est destiné.
- ✓ Que le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré.
- ✓ Que l'intéressé est en règle avec l'administration
- ✓ Que le personnel a subi la formation renforcée à la sécurité (décret du 20 mars 1979).

7.3 Sous-traitants

L'entrepreneur titulaire fera attester sur l'honneur au sous traitant :

- ✓ Qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions prévues aux articles 48, 49, 49-1 du code des marchés publics.
- ✓ Qu'il a satisfait à l'ensemble des obligations en matière fiscales et sociales dans les conditions prévues aux articles 52, 53, 54, 55 du code des marchés publics.
- ✓ Que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.620-3, L.143-3 et L.143-5 du code du travail, ou règle d'effet équivalent pour les candidats étrangers.

L'entrepreneur titulaire fournira à ses sous-traitants, pour la rédaction de leur PPSPS, son propre PPSPS, un exemplaire du PGCSPS et le règlement du CISSCT si requis.

Il est rappelé que les entreprises disposent de 1 mois pour la rédaction du PPSPS. En conséquence, les marchés de sous-traitance doivent être signés 1 mois avant d'intervenir sur le chantier. L'entreprise devra également informer le CSPS au minimum 21 jours avant l'intervention de son sous-traitant afin de pouvoir procéder aux inspections communes.

7.4 Travailleurs indépendants et employeurs

Suivant décret du 6 / 5 / 95 applicable au 1/1/97, les règles relatives à la sécurité sont applicables dans leur intégralité.

REMARQUES

Le PGC résulte de l'étude des esquisses et/ou avant-projets sommaires du maître d'œuvre par le coordonnateur. Cette étude doit apporter, si nécessité, les modifications de ces documents afin d'améliorer les futures conditions de travail et diminuer les risques (implantation des ouvrages, travaux en limites séparatives, accès provisoires et définitifs.)

Lors de l'élaboration, par le maître d'œuvre, du calendrier prévisionnel et/ou d'exécution, le coordonnateur veillera plus particulièrement :

- à la prise en compte, ou non, des périodes de congés payés, au nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, à la définition de ces intempéries,
- à la manière dont sont formulés, dans l'acte d'engagement et le CCAP, le délai d'exécution des travaux et les prolongations de ce délai.

En cours de réalisation, le PGC sera complété et adapté par le Coordonnateur de réalisation en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les P.P.S.P.S ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis.